

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

N° 136 2 €

Septembre, Octobre 2016



UNE RENTRÉE DE CRISE !

Cette dernière rentrée du quinquennat se présente un peu comme le condensé de celui-ci : rien n'a été réglé, et donc tout s'est aggravé ! La crise s'aiguise. L'inquiétude est manifeste : le chômage ne diminue pas, la croissance est atone, les rivalités s'accroissent dans l'UE au point de paralyser certaines prises de décision (mais pas celles concernant les politiques contre les travailleurs et les couches populaires). Alstom, annonçant la fermeture de son site de Belfort alors que les profits sont insolemment à la hausse, peut être érigé au niveau du symbole. Et derrière l'affaire, c'est tout un système, le système capitaliste, qui apparaît absurde pour le commun des mortels, mais cohérent avec les lois du Capital : gagner des marchés, jouer sur les différentiels de taux de change ou sur le prix de la force de travail.

Dans le même temps, sont imposées les lois Macron et El Khomri, qui livrent les travailleurs pieds et poings liés au patronat. Pas de rapport ? Bien sûr que si ! C'est bien de la « compétitivité » dont Hollande et les siens (au PS et au PR) nous abreuvant. Être compétitif, c'est écraser les salaires, augmenter le temps de travail, reculer l'âge de la retraite, restreindre au maximum le salaire indirect ou social que les luttes avaient imposé depuis la Libération sous la forme des services publics. Les sommes prélevées sont réaffectées par l'État aux monopoles et aux banques alors qu'elles appartiennent aux travailleurs. De ce point de vue, il n'y a pas de néo-libéralisme : quelle que soit la méthode de gestion retenue par le Capital, c'est toujours la classe ouvrière qui est exploitée, c'est toujours le capitalisme monopoliste d'État qui renforce le capital monopoliste.

À ce niveau de la crise, la social-démocratie n'a plus comme fonction d'être un exutoire pour certaines catégories de la classe ouvrière. Elle est un élément du dispositif de la bourgeoisie pour faire avaliser sa politique. Il n'y a plus de pseudo-compromis, ni de concessions formelles. Il y a la politique que le grand Capital français a décidé pour la France et l'Europe, et qu'il faut appliquer coûte que coûte.

Et c'est tout autant la politique de guerre menée dans le prolongement de celle de Sarkozy. Une politique qui a conduit à soutenir, financer, équiper des groupes terroristes contre des régimes qui se heurtaient aux ambitions de l'impérialisme français ou de ses clients comme le Qatar et l'Arabie Saoudite. Or aujourd'hui, ces groupes entendent avoir leur propre autonomie politique, jouant

sur les contradictions de leurs mentors. Le résultat, ce sont les attentats dans les rues de Paris et de Nice. Les chiens se retournent contre leurs maîtres, en assassinant des travailleurs, des étudiants... C'est toujours la même logique de classe !

Mais là encore, la réponse du gouvernement social-démocrate est typique de sa servilité vis-à-vis de la bourgeoisie : elle vise à utiliser les crimes commis et le climat engendré, non pas pour empêcher le terrorisme en changeant de tout au tout sa politique, mais pour créer de meilleures conditions afin de faire passer sa politique. Qui peut honnêtement nier que l'état d'urgence a été un instrument pour faire passer la loi El Khomri à coup de 49/3 ? Plus encore, le même état d'urgence a contribué à acclimater la population à des mesures contre les libertés démocratiques et individuelles : droit de manifester, contrôles policiers, arrestations sur simple suspicion, adoption de lois comme la loi sur le renseignement et la réforme du code pénal. Le tout sur fond de campagne idéologique alignée sur la droite et l'extrême droite, déclarations du premier ministre comprises, celui-ci rappelant l'attitude de ces sociaux-démocrates des années 30, qui devaient finalement donner les pleins pouvoirs à Pétain ! Continuer à entretenir le mythe de la « gauche », et l'idée que le PS serait partie prenante du mouvement populaire, comme le font Pierre Laurent et les dirigeants du PCF dans le vain espoir de garder des sièges de députés, c'est clairement révéler le fait que tout comme leur ami Tsipras et comme Syriza



en Grèce, ils n'ont rien d'autre à offrir comme politique que la politique... de la bourgeoisie. On ne peut donc pas s'étonner que la France, comme d'autres pays capitalistes, s'enfonce dans la crise politique : l'abstention aux élections et le vote blanc ou nul traduisent sur le fond, non un désintérêt pour la politique en soi, mais le rejet d'un cadre politique où les forces sociales ne se retrouvent plus dans les partis en présence, où le système institutionnel est verrouillé au nom de la stabilité ; toute alternative réelle est discréditée y compris par l'amalgame fait entre l'opposition à la politique barbare du grand Capital et de l'Union Européenne et le populisme et l'extrême droite.

La colère est grande tant dans la classe ouvrière que dans les couches moyennes appauvries, la paysannerie, la jeunesse. Le relatif redressement de la CGT, au niveau de son discours, prend en compte cette colère. Et il faut se féliciter de la journée du 15 septembre 2016 contre la loi El Khomri, même si on ne peut que critiquer ses modalités et son organisation. Il est grand temps que les travailleurs dans les entreprises, dans les unions locales et départementales, organisent l'action, et la reconquête du monde du travail. C'est comme cela que l'on pourra retrouver un mouvement syndical de classe, et que pourra se préparer la contre-offensive prolétarienne nécessaire pour porter des coups à la bourgeoisie. Mais c'est aussi la nécessité de reconstruire un Parti Communiste, pour que le prolétariat se réapproprie son rôle, celui de mener les masses populaires à la ré-

volution, au renversement du capitalisme et à l'édification d'une société nouvelle, le communisme à son étape initiale le socialisme. C'est pour contribuer à cette tâche que nous avons rompu avec le groupe *Communistes*, que nous fonderons notre parti les 22 et 23 octobre 2016 à Paris, et que nous appelons chacun et chacune à nous rejoindre.

**Collectif National
Intervention Communiste**

**APPEL à
SOUSCRIPTION :**

**Le Congrès
fondateur du Parti
se tiendra à Paris les
22 et 23 octobre
2016.**

**Pour réussir ce
Congrès, nous avons
besoin de votre
soutien
financier !
Envoyez vos dons
par
chèque aux Amis
d'Oulianov
(BP 40084 75862
PARIS CEDEX 18).**

VIOLENCE D'ÉTAT : une arme du Capital



En régime capitaliste, nous sommes des millions à vivre au quotidien une forme de violence continue, directement issue du système d'exploitation patronale : pauvreté, chômage, pressions managériales, injustices de tous ordres, nous font légitimement tourner notre colère contre les représentants de ce système inique fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange. Mais cette colère doit s'éclairer de la conscience du rôle fondamental que joue l'État capitaliste, quelle que soit sa couleur politique, pour maintenir un tel système, en utilisant tous les moyens à sa disposition, de la manipulation idéologique la plus habile à la répression brutale la plus visible.

Une manipulation idéologique...

Emblématique de cette manipulation, le discours prononcé par François Hollande le 8 septembre 2016 à Paris, devant ses amis du think tank social-libéral, un groupe d'influence « Terra Nova » et « Jean Jaurès », prétendait défendre la démocratie

en luttant contre le terrorisme. Mais derrière le caractère pompeux, voire absurde, de certaines phrases associant les mots « démocratie » et « guerre » (par exemple : « Les démocraties gagnent toujours les guerres », ou bien « Au terme de la lutte, la démocratie triomphera »), d'autres propos révèlent l'objectif véritable du pouvoir, à savoir empêcher l'amplification des mobilisations contre sa politique (quelques exemples : « Nous agissons en légitime défense... L'exigence est à l'unité... Que notre cohésion soit notre seule protection... De nouvelles formes de radicalités sociales ou politiques apparaissent... La démocratie, c'est le vote... »).

... révélée par les faits

Le mensonge d'État sur la sauvegarde de la démocratie sous couvert de lutte contre le terrorisme, ne résiste pas à l'observation des faits qui, depuis plus d'un an, confirment l'attaque en règle menée dans notre pays contre ce qui reste des droits démocratiques conquis notamment au XXème siècle.

État d'urgence, Etat policier.

Le 20 juillet 2016, l'état d'urgence a été prolongé de 6 mois, alors même que l'attentat de Nice prouvait son inefficacité pour empêcher ce genre de drame ; cette 3ème prorogation depuis novembre 2015 signe la volonté gouvernementale de créer une situation d'état d'urgence permanent, qui entraîne, rappelons-le, une multitude d'interdictions (circuler, manifester, se réunir) et de contraintes non validées par la justice (assignation à résidence, rétention administrative, perquisitions jour et nuit, fermeture de lieux et de sites Internet, dissolution d'associations, copie de données personnelles, etc.). Les 3 lois dites « anti-terroristes » et la loi sur le renseignement, adoptées sous l'actuel gouvernement socialiste, ont permis une forte augmentation du nombre de personnes fichées, surveillées, arrêtées et emprisonnées sans jugement. Évoquons en particulier le phénomène des « Fiches S » (« S » pour « Sécurité de l'État ») : bien loin de ne concerner que les « radicalisés potentiels terroristes », ces fiches résultent d'une « surveillance de ceux sur lesquels ne repose aucune incrimination pénale, mais qui peuvent, par leur activité, représenter à un moment ou à un autre un risque de trouble à l'ordre public » (souligné par nous) ; en novembre 2015, on comptait 20 000 « fichés S », dont la moitié seulement identifiés comme radicalisés islamistes, les autres étant « des militants du PKK, écologistes radicaux, hooligans, membres d'ultra-droite et ultra-gauche » ; parmi ces fichés « présentant un risque », plusieurs dizaines de fonctionnaires (dont une dizaine d'enseignants) qui, sur décision interministérielle, ont été suspendus en attente d'une commission disciplinaire devant se prononcer sur leur radiation... L'état d'urgence, ce sont des privations de liberté en grand nombre, c'est aussi l'ère du soupçon et de la présomption de culpabilité, à l'image de cet adolescent de 15 ans, arrêté et emprisonné à Paris pour « une possible passage à l'acte imminent » (sic) suite à ses contacts avec des djihadistes via Telegram.

Répression sur toute la ligne, politique du bouc-émissaire, une terreur qui ne dit pas son nom

L'état d'urgence donne carte blanche à tout l'appareil répressif (police et tribunaux) pour « neutraliser » non seulement

des individus, mais aussi les mouvements sociaux les plus contestataires ; les mobilisations contre la loi El Khomri ont donné lieu à des violences policières d'ampleur inédite, avec des centaines de manifestants blessés (y compris le 15 septembre à Paris, où un syndicaliste de SUD, touché par une grenade lacrymogène, a perdu un œil alors qu'il discutait après la fin de la manifestation), les tribunaux prenant souvent le relais comme à Saint-Étienne, où le 6 septembre 2016, un jeune de 24 ans, membre de la Jeunesse communiste, a été condamné à 8 mois de prison avec sursis, au prétexte ridicule qu'il aurait blessé à lui seul 7 policiers casqués (!), armés de matraques et de boucliers, après avoir manifesté contre la politique du PS. La répression et la criminalisation syndicales, quant à elles, se poursuivent, avec les 8 de Goodyear, menacés de 9 mois de prison ferme pour avoir défendu leurs emplois (en appel à Amiens les 19 et 20 octobre 2016), les licenciements des syndicalistes d'Air-France autorisés par El Khomri contre l'avis de l'Inspection du travail, ou les CGTistes dockers du Havre arrêtés le 31 août en marge d'un meeting de la CGT où intervenait Philippe Martinez.

Ces violences policières sont en partie montrées dans les médias officiels, mais avec un choix d'images et un dosage propres à susciter la peur, notamment auprès des jeunes et de leurs familles, pour qu'ils renoncent d'eux-mêmes à agir, voire à s'exprimer.

C'est cette même peur qui est instrumentalisée par tous nos « communicants » politiques et médiatiques, en favorisant l'émergence d'un climat malsain de chasse aux sorcières et de bouc-émissaire, sur fond de racisme et de xénophobie entretenus par les discours de Hollande et de ses ministres (voir article ci-dessous).

À nous, communistes révolutionnaires, de transformer cette peur en vive conscience de classe et en courage politique pour aller vers la seule voie démocratique véritable et durable, celle du socialisme-communisme.

Emmanuelle Kraemer

IL Y A DU MARCEL DEAT CHEZ VALLS (1)

Valls est au service de la grande bourgeoisie française qui a besoin de la division de la classe ouvrière pour maintenir sa domination. C'est ce à quoi visent les campagnes qui prennent pour cibles les travailleurs musulmans.

Pour sauver sa carrière politique cet été, il n'a pas hésité à diaboliser les travailleurs musulmans au risque d'accélérer le développement d'actes racistes. Après la fronde contre la loi Travail qui a permis à de nombreux travailleurs de s'unir dans la lutte pendant près de 5 mois, le chef de la majorité socialiste moribonde a saisi toutes les occasions pour attiser la haine contre « les musulmans », qui grandit dans notre pays depuis plus d'une décennie. Avec l'affaire du burkini, vaste surenchère qui accredit la thèse du FN de l'invasion salafiste en France, Valls s'est servi avec cynisme du choc produit par les crimes qui ont touché des innocents à Paris, Nice et Saint-Étienne-du-Rouvray. Profitant de la diffusion des clichés racistes dignes de l'époque coloniale, Valls et les autres instrumentalisent la question des femmes. L'effet produit par ces sorties et le tapage médiatique qui les suit ne font qu'alimenter la division au sein des travailleurs sur des questions ethniques et religieuses.

Massivement rejeté par les travailleurs, le parti socialiste n'arrive plus à les duper. Son salut réside dans le développement d'un discours chauvin et guerrier. L'Islam est assimilé au terrorisme, tandis qu'Hollande appuie, le 20

septembre à l'ONU, les terroristes opposés au régime syrien. Valls et les autres entretiennent la division des travailleurs face aux difficultés grandissantes dont la seule cause est le pourrissement du capitalisme. Les communistes connaissent le danger des doctrines religieuses qui portent en elles la division, le fatalisme et l'obscurantisme : ce sont donc des instruments de domination de la bourgeoisie. Mais les communistes ont le devoir de soutenir les travailleurs stigmatisés et mis au pilori pour le seul compte de ceux qui les exploitent. Les travailleurs musulmans, comme l'ensemble des travailleurs issus de l'immigration, doivent éviter le piège du communautarisme. Ils appartiennent à la classe ouvrière et ne doivent pas se laisser manipuler par les monopoles et leurs serviteurs.

Greg

(1) DEAT, et les membres de son groupe, sont un exemple sinistre qui démontre jusqu'où peut aller la trahison social-démocrate. Ces individus ont, dès la fin des années trente, épousé les thèses du national-socialisme et ont collaboré jusqu'au bout. Comme par hasard, ils ont été protégés par les américains et leurs relations dans l'ex-SFIO, ont permis à Déat de mourir dans un couvent en Suisse et à Albertini d'être un agent de la CIA jusqu'à sa mort.

Jean SANITAS, résistant et révolutionnaire Hommage à notre camarade décédé le 8 août 2016

Notre camarade Jean Sanitas nous a quittés, et sa disparition nous plonge dans une profonde tristesse. Mais au nom du Collectif Intervention Communiste, nous voulons saluer la mémoire de notre compagnon de lutte, directeur de notre journal IC et dirigeant de la Fédération du Puy de Dôme de notre organisation.

Résistant et révolutionnaire, comme il se qualifiait lui-même, Jean n'a jamais cessé, depuis son plus jeune âge et jusqu'à son dernier souffle, le combat sous toutes ses formes contre l'oppression et pour la liberté.

Ce combat, il l'a mené d'abord dans la résistance contre l'occupant nazi, en organisant, dès l'âge de 13 ans, un groupe de jeunes résistants avec ses camarades de classe. Puis il l'a poursuivi professionnellement comme grand reporter, mettant sa plume de journaliste au service de l'internationalisme et de l'anticolonialisme, et exprimant son rejet de l'exploitation capitaliste observée à travers le monde entier. Comme écrivain et artiste de bande dessinée, Jean a produit une œuvre abondante qui a marqué des générations de jeunes découvrant le sens de l'engagement pour la justice et le progrès social.

Enfin, comme infatigable militant communiste, Jean a d'abord rejoint le PCF, puis à partir du 22ème Congrès de ce parti, rejetant son orientation révisionniste, il a participé à la Coordination communiste et a contribué à la création de l'Union des Révolutionnaires-Communistes de France dont il est devenu un des dirigeants, en fondant la Fédération du Puy de Dôme de



l'URCF.

Nul n'a oublié ses « billets d'humeur » qu'il proposait à chaque numéro de notre journal *Intervention Communiste* dont il était directeur, où se mêlaient à la fois son grand sens politique et son originalité d'artiste écrivain. Citons par exemple un extrait du « Mot de Jean Sanitas », écrivant en 2010 pour défendre l'existence de notre journal : « Transposant l'affirmation de Lénine considérant qu'un communiste sans son journal est un soldat sans son fusil, je dirais qu'un citoyen mal informé est un citoyen que l'on peut duper. Que l'on dupe, évidemment. Bien informé - ce sera le cas en étant un lecteur d'« Intervention Communiste » -, il deviendra un soldat non seulement dans la défense des libertés, aujourd'hui transformées en peau de chagrin, mais aussi un combattant pour que demain triomphe le socialisme, le peuple ayant pris en main sa destinée. »

Notre camarade Jean est parti, mais sa voix ne s'est pas éteinte, son empreinte humaine et politique restera ineffaçable en chacun de nous. En poursuivant le combat qui était le sien vers la révolution socialiste, en travaillant à la construction du Parti communiste outil de libération de tous les exploités, nous saurons rester dignes du résistant révolutionnaire qu'était Jean. Nous exprimons auprès de toute sa famille, et en particulier vers sa femme et compagne de lutte Marcelle, nos plus sincères condoléances.

SPÉCIAL CONGRÈS : Naissance d'un véritable Parti communiste révolutionnaire

Lors de la réunion du comité national du PR-C qui s'est tenue à Paris le 21 mai 2016, la quasi-totalité des camarades issus de l'URCF a décidé de mettre un terme au processus d'unification.

Le contexte de lutte caractérisé par la montée du mouvement contre la loi El Khomri a exacerbé les désaccords au sein du PR-C, notamment sur la question du rôle du parti, de la fonction du journal dans la lutte des classes, des perspectives à donner et sur la question du fonctionnement.

Le caractère anarcho-syndicaliste de COMMUNISTES, sa négation de la lutte politique et idéologique, son mépris pour les questions théoriques, sa sous-estimation du caractère international de la lutte, ont conduit les camarades à se regrouper provisoirement dans un Collectif autour du journal *Intervention Communiste* et de préparer le Congrès de fondation du nouveau Parti qui se tiendra les 22 et 23 octobre 2016 à Paris.

Pourquoi faut-il reconstruire un Parti communiste ?

Depuis l'assassinat de Jean Jaurès en 1914, en France, le Parti socialiste n'a eu de cesse de trahir le mouvement ouvrier. En s'intégrant à l'État capitaliste, la social-démocratie est devenue cogérante du système capitaliste en alternance avec les autres partis de la bourgeoisie.

Le PCF, fondé en 1920 à la suite de la Révolution d'Octobre, a été un grand parti révolutionnaire. Il a été à l'origine de grandes conquêtes sociales pour les travailleurs. Mais rester révolutionnaire pour un Parti ouvrier ou rester de classe pour un syndicat est difficile tant les pressions de l'État capitaliste, la formation d'une bureaucratie soudoyée par l'impérialisme, le poids de l'idéologie dominante qui est celle de la classe capitaliste, pèsent si le Parti n'est pas clairement à contre-courant, affirmant constamment son caractère révolutionnaire.

Ainsi, dans les années 1960, l'opportunisme s'est-il enraciné dans le PCF. «L'union de la gauche » avec le Parti socialiste et le Parti radical, malgré son soutien aux guerres coloniales et à l'impérialisme américain contre l'URSS, prétendait « créer une démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ».

Mais l'expérience allait montrer qu'on ne peut construire le socialisme avec la social-démocratie ; qu'au contraire la participation du PCF au gouvernement bourgeois servait de caution aux politiques d'austérité qui se sont succédé sans relâche, permettant à la bourgeoisie et au patronat d'intensifier leur lutte de classe contre les travailleurs.

Cette stratégie opportuniste a conduit à l'abandon des principes révolutionnaires les uns après les autres, et a abouti à la social-démocratisation du PCF et à son adhésion à l'UE, véritable machine de guerre antisociale qui impose partout de manière totalitaire sa politique d'austérité.

Le capitalisme a ainsi prouvé son incapacité croissante à satisfaire même les besoins les plus élémentaires. La bourgeoisie monopoliste n'est mue que par ses intérêts de classe. Le capitalisme n'est pas réformable.



Photo IC

Notre avenir passe par la rupture avec le capitalisme, rupture qui ne sera garantie que par la révolution socialiste. Mais il passe aussi par la rupture avec l'illusion de reconquérir le PCF, ce qu'avait compris l'URCF-construction du Parti lors de sa fondation en 2004. L'expérience acquise au sein de cette union, le combat partagé par d'autres véritables communistes et la combativité retrouvée des travailleurs (malgré les écueils du chômage de masse, de la précarité et des bas salaires et malgré le reniement et la trahison de la bureaucratie ouvrière..., la répression) rendent possible la renaissance d'un véritable Parti communiste révolutionnaire.

Son but est de renverser le système dominant par une révolution anticapitaliste, qui renverse l'État bourgeois et ouvre la voie à la liquidation de la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange. Le Parti doit mobiliser la classe ouvrière pour mettre fin à l'exploitation et au chômage, et prendre possession des richesses produites. Ainsi la société dirigée par la classe ouvrière et les travailleurs aura-t-elle pour finalité la satisfaction des besoins matériels et culturels de la population.

Voilà pourquoi il faut faire renaître un Parti communiste révolutionnaire, outil de l'émancipation et de la libération sociale. C'est l'objectif premier du congrès fondateur des 22 et 23 octobre 2016 à Paris.

Alex BENI

**APPEL À SOUSCRIPTION
AUX SYMPATHISANTS,
AUX LECTEURS D'IC,
AUX SYNDICALISTES ET
AUX MILITANTS
RÉVOLUTIONNAIRES**

L'organisation et la réussite d'une telle initiative dans un contexte d'exacerbation de l'affrontement de classe, nécessitent un minimum de logistique et des moyens financiers. L'un n'allant pas sans l'autre. Afin de soutenir nos militants pour l'organisation du Congrès fondateur du Parti communiste révolutionnaire dont a tant besoin la classe ouvrière et ses alliés, vous pouvez envoyer vos dons par chèque à l'ordre des "AMIS D'OULIANOV".

BOITE POSTALE 40084
75862 PARIS CEDEX 18

SITUATION INTERNATIONALE : UNE ÉVOLUTION INQUIÉTANTE !

Offensive en Amérique latine

Si à la fin du dernier millénaire et au début de celui-ci, l'impérialisme américain avait subi des reculs sur le continent sud-américain, on assiste depuis plusieurs mois à une contre-offensive, non sans succès, des impérialistes états-unis pour reprendre le terrain perdu. Si cela ne se traduit pas, pour l'instant, par le retour des dictatures militaires sanglantes, le pire est à craindre, en particulier là où la politique progressiste a été, au moins dans la forme, la plus radicale, au Venezuela. Ayant remporté (et haut la main) les élections législatives, la réaction voudrait s'attaquer à l'ensemble des réformes entreprises depuis l'arrivée de Chavez. Elle bénéficie de la crise économique, provoquée tant par le sabotage que par l'effondrement des cours du pétrole, dans une économie marquée par la prédominance de la rente pétrolière et la dépendance des importations. Dans les autres pays de la région, la réaction n'est pas en reste. En Argentine, la politique de Mauricio Macri a en quelques semaines mis à bas la politique des Kirchner, reposant sur un compromis entre les masses populaires et certains secteurs de la bourgeoisie non monopoliste. En Bolivie, la tension se fait de nouveau sentir, tout comme en Équateur. Mais c'est le véritable coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff qui a retenu l'attention. Sur fond de Jeux Olympiques contestés par la population, dans une ambiance délétère où la corruption des milieux politiques bourgeois et petits-bourgeois s'étale au grand jour, la présidente est démise de ses fonctions pour une peccadille, par les parlementaires. L'élément moteur de la campagne de destitution est démis de toutes ses fonctions quinze jours plus tard, et le vice-président Temer risque fort d'être lui aussi englouti par l'argent de la Pétrobras (compagnie de pétrole au cœur d'un scandale de corruption des partis politiques dont le PT et Lula lui-même).

Il est évident, et ils ne s'en cachent pas vraiment, que les États-Unis sont derrière toutes ces attaques. Ils visent non seulement à remettre en selle les forces politiques de l'oligarchie étroitement imbriquée à leur propre oligarchie financière, mais aussi à protéger leur «pré-carré » de leurs rivaux. Pour autant la question qui se pose, c'est pourquoi cette contre-offensive pourrait-elle l'emporter aujourd'hui ? Car ce qui est à juste titre invoqué pour le Venezuela, à savoir le sabotage et la mobilisation de tout l'éventail réactionnaire (gauchistes compris) contre ce que le « Chavisme » représente (préoccupation du sort des masses populaires, affirmation du caractère socialiste de l'objectif, engagements internationaux au côté de Cuba et des pays ciblés par l'impérialisme) peut difficilement l'être quand il s'agit de l'Argentine ou du Brésil ! Mais au-delà des différences concrètes d'un pays à l'autre, il ne faut pas perdre de vue ce qui est la caractéristique commune de l'impasse où se trouve le mouvement populaire, et qui permet à l'impérialisme yankee de reprendre l'initiative : ce que l'on appelle le « progressisme » n'est rien d'autre que la manifestation latino-américaine du réformisme ! Globalement, cela traduit l'hostilité des couches populaires non prolétariennes, mais aussi de l'aristocratie ouvrière, à l'impérialisme américain, mais en même temps, l'hostilité, la méfiance devant le prolétariat révolutionnaire et la nécessité de la révolution.

Il n'est pas suffisant de soutenir Cuba contre le blocus et la politique d'hostilité US, il faut faire comme Cuba dans le sens (et pas seulement dans les discours) où il faut rompre avec le systè-

me capitaliste et construire sans plus attendre le socialisme-communisme. Autrement, on peut faire la charité dans les milieux les plus pauvres, on peut prendre quelques mesurètes favorables aux travailleurs, mais la bourgeoisie maintient sa domination de classe et l'exploitation capitaliste ! À la première occasion, elle reprend d'autant plus ce qu'elle avait concédé, que sa position dans la pyramide impérialiste ne lui donne pas les marges qu'ont les bourgeoisies impérialistes française ou allemande par exemple ; que la crise du capitalisme implique d'aggraver l'exploitation et de collecter toutes les ressources pour l'accumulation du capital. Et n'oublions pas la peur que la situation lui échappe et que la révolution triomphe. De leur côté, les milieux petits-bourgeois trouvent leur compte dans le maintien du capitalisme sous la phrase de gauche, et les mesures contre la domination du seul impérialisme yankee : l'appareil d'État soutient le capitalisme « local », il fait appel aux impérialismes « émergents », les BRICS, et à l'Union Européenne. Et d'ailleurs, ce qui caractérise le discours « progressiste », c'est que ses propositions relèvent de la distribution et non de la production, qu'il rejette l'expérience du socialisme en URSS et le marxisme-léninisme.

Or dans la « vraie vie », aucune révolution, aucune tentative de remettre en cause le capitalisme n'a pu dépasser l'ombre d'une ébauche, sans s'être inscrite dans la mouvance de la grande Révolution d'Octobre, de l'édification du socialisme sous les premiers quinquennats soviétiques. Et au-delà de cela, ces masses petites-bourgeoises, avec leurs préjugés anticommunistes (Lula dans les années quatre-vingt soutenait Solidarnosc, pour ne prendre que lui), leurs liens avec la « théologie de la libération » et leur hostilité au matérialisme, à la première difficulté, non seulement s'opposent à ce que des mesures soient prises dans le sens de la rupture avec le capitalisme, mais passent avec armes et bagages, sous prétexte des difficultés rencontrées, dans l'autre camp. L'impérialisme US peut alors profiter de la situation en marginalisant les secteurs progressistes et en éliminant les concurrents qui s'étaient installés. Ceci dit, il serait profondément erroné de considérer que les États-Unis aujourd'hui ont tourné le dos aux coups d'État militaires, aux agressions. Le projet de construction d'une base militaire en Colombie, le soutien des groupes fascistes au Venezuela, et en Colombie où les FARC et les forces populaires sont entrées dans un processus qui suscite des inquiétudes légitimes, montrent que Washington ne renonce pas aux vieilles recettes. Simple-ment, pour l'instant, il peut s'en passer.

Offensive en Asie Pacifique

L'impérialisme états-unien, tout en maintenant par ailleurs la tension à l'est de l'Europe en liaison avec ses alliés, avec le déploiement de 5000 militaires de l'OTAN et de son bouclier antimissile en Pologne, en Roumanie et en Lituanie, a décidé de renforcer sa présence en Asie Pacifique. Pour ce faire, il alimente la tension contre la République Populaire et Démocratique de Corée (RPDC).

Suite page 4

Situation Internationale, une évolution inquiétante (Suite)

Offensive en Asie pacifique

Depuis plusieurs années, des exercices militaires se multiplient en Corée du Sud, avec une participation accrue d'unités de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation US. Or ces manœuvres ont comme thème un débarquement en RPDC avec l'assassinat de ses dirigeants et un renversement du régime socialiste. On comprend, dans ces conditions, que ces derniers prennent les choses sérieusement et qu'ils aient décidé de se doter de l'arme nucléaire ! Pour autant, les USA (et Paris n'est pas en reste, cela n'étonnera personne...), instrumentalisent le Conseil de Sécurité de l'ONU pour entretenir la tension : rien dans la Charte des

Nations Unies ne concerne la question de l'armement nucléaire, et de fait chaque État non signataire ou qui a retiré sa signature des traités sur la prolifération nucléaire est libre de faire ce qu'il veut. Non seulement cela ne regarde pas le Conseil, mais de plus celui-ci viole sa propre légalité lorsqu'il prétend imposer des sanctions à la RPDC. Par contre, la politique d'Israël, en dehors de la question nucléaire qui n'est jamais soulevée, qui n'a appliqué aucune des résolutions de l'ONU la concernant et concernant la Palestine dans le cadre de ladite Charte, n'a jamais manqué de recevoir l'appui des USA, de la France et de la Grande-Bretagne ! La comparaison entre les deux situations souligne combien l'ONU aujourd'hui est devenue, depuis la disparition de l'URSS, un instrument de la politique des principales puissances impérialistes, dont l'impérialisme américain. Toujours est-il que derrière l'hystérie anti-Corée du Nord, les USA cherchent à renforcer leurs positions face aux rivaux chinois et

russes, tout en maintenant le Japon en laisse, et en renforçant leur présence en Corée du sud.

La crise générale du capitalisme, en faisant monter les tensions entre les impérialismes rivaux, pousse le monde vers la guerre. Il est plus que jamais nécessaire de développer un mouvement de la paix qui contribue à la mobilisation des peuples contre l'impérialisme comme système, c'est-à-dire contre le stade suprême du capitalisme. Car, une fois n'est pas coutume, nous citerons Jaurès : « *Le capitalisme porte la guerre en lui comme les nuées portent l'orage* ». Mais nous ajouterons que le capitalisme, on peut, on doit s'en débarrasser !

L'observateur.

80ème anniversaire du Front populaire : Réfléchir sur la politique de Front Populaire [2ème partie]

Le Front Populaire : stratégie ou tactique ?

Les travaux du VIIème Congrès de l'Internationale vont longuement analyser la question du fascisme sous trois aspects :

- Son caractère de classe, « dictature du capital monopoliste »
- L'extermination des communistes en Allemagne
- La menace de guerre contre l'Union Soviétique (mais n'est pas envisagé le fait que s'engage une guerre inter-impérialiste, ce qui sera le cas en 1939)

Dans les rapports de W. Pieck et de Dimitrov, les questions de la lutte contre le fascisme, pour l'unité de la classe ouvrière sont longuement analysées. La politique de la social-démocratie est passée au crible. S'il est vrai que la politique du Parti communiste allemand fait l'objet d'une critique pour des erreurs sectaires, la responsabilité de la social-démocratie allemande est correctement mise en lumière. Il est même insisté sur le fait que la lutte contre le fascisme est indissolublement liée à la lutte pour la révolution socialiste, dans la mesure où c'est bien le capitalisme à son stade impérialiste qui génère le fascisme. Cependant, à bien y regarder on ne répond pas à la question : « stratégie ou tactique ? ». Et tout l'accent est mis sur le fait que la tâche majeure des communistes, c'est la lutte contre le fascisme, que cette lutte passe par l'unité à tous les niveaux avec la social-démocratie, dont les directions sont pourtant désignées clairement comme étant au service de la bourgeoisie, comme des défenseurs du capitalisme. Mais le

Congrès va plus loin, puisque sur la base de l'exemple français, il appelle à l'unité avec les partis bourgeois qui rassemblent les couches moyennes des villes et des campagnes.

Cette politique va – et c'est son mérite - permettre aux Partis communistes de mieux se lier aux masses populaires. En Europe, cela va préparer les conditions qui permettront aux communistes, lors de l'occupation nazie, de prendre la tête du mouvement de libération.

Mais ce n'est pas suffisant ! Les communistes ne peuvent pas être les simples défenseurs de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise. Ils sont avant tout des révolutionnaires qui combattent le capitalisme, responsable justement du fascisme et de ses conséquences ! Par conséquent, c'est en attaquant le système à la source que l'on peut en finir avec les maux qu'il génère. Or le Congrès n'élabore pas l'autre volet de la politique communiste : une stratégie révolutionnaire s'articulant étroitement avec la bataille antifasciste et qui aurait pu déboucher sur autre chose que la participation des communistes au gouvernement en 1944-1947, en France, Italie, Belgique etc.

Cela va avoir des conséquences à long terme. D'abord parce que le Congrès ouvre la porte à une participation communiste éventuelle à un gouvernement antifasciste, c'est-à-dire à un gouvernement de démocratie bourgeoise, un gouvernement de gestion des affaires de la bourgeoisie ! Et ensuite parce que cela va obscurcir la question de la nature de l'État : dans les faits, les communistes



vont nourrir l'illusion sur la démocratie au-dessus des classes ! Or la question de la révolution, c'est avant tout la question de l'État. Si on ne parvient pas à régler le problème de la brisure de l'État bourgeois, fût-il le plus démocratique, et de son remplacement par l'État prolétarien, sur le principe de l'organisation de la Commune de Paris et des Soviets, sans pour autant les copier, toutes les avancées révolutionnaires et démocratiques sont remises en cause dès que la bourgeoisie a la possibilité de relever la tête en s'appuyant sur la social-démocratie. C'est toute l'expérience de la Libération (nous n'oublions pas pour autant l'occupation américaine), mais aussi de la révolution portugaise de 1974/1975¹, et aujourd'hui du processus en cours au Venezuela.

Mais cela va aussi entraîner des distorsions théoriques et politiques, sources d'affaiblissement et de divergences profondes dans le mouvement communiste international.

À suivre...

Maurice Cukierman

1. Voir l'analyse d'Alvaro Cunhal au VIIème Congrès du Parti communiste portugais.

Dernière minute. C'est avec une profonde tristesse que nous venons d'apprendre le décès de notre camarade Daniel MOYA. Ayant fui le régime de Pinochet, Daniel a milité de nombreuses années à nos côtés, au sein de l'URCF. Nous adressons nos plus cordiales condoléances à sa famille.

**Pour nous écrire :
Les Amis d'Oulianov
BP 40084
75862 Paris
CEDEX 18**

**Prix au numéro :
2 euros**

**COMMISSION PARITAIRE N°1017
P 11172 jusqu'au
31.10.2017
N° ISSN-12-59-9050
EDITE PAR NOS SOINS**

**Consultez notre site
<http://www.urcf.fr>**

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 AN = 19 € (124,19 Fr)
Privés d'emploi et étudiants 10 €
Abonnement de soutien à partir de 30 € et plus

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Code postal
Ville :

Chèque à l'ordre des "Amis d'Oulianov"
B.P 40084
75862 PARIS CEDEX 18

**DIRECTEUR DE
PUBLICATION :**
Etienne Mouren
**DIRECTRICE
POLITIQUE**
Emmanuelle
Kraemer
Rédacteur en chef
Philippe Touchet

**IC N° 136
Septembre
Octobre
2016**